

ÉTUDE DE LA VIE ÉCONOMIQUE

par J. L. Lancrey-Javal

INTRODUCTION

Cette enquête vient s'inscrire dans le cadre de l'étude régionale qui a été menée sur les quatre fronts de la vie sociale et culturelle, de l'alimentation, des structures agraires et de l'activité économique. Notre propos ici se limite à une enquête économique qui s'est déroulée de Mai 1954 à Mai 1955.

Nous voudrions d'abord donner quelques indications sur les aspects méthodologiques de l'enquête :

- elle a été menée sur le terrain par trois jeunes Africains (deux Bulu et un Eton) qui avaient été prêtés par la Direction de l'Agriculture(1). Ils se sont installés dans le hameau de Mindimiatou, village d'Evodoula, et munis d'un questionnaire, ils ont, de Mai 1954 à Mai 1955, interrogé une cinquantaine de familles choisies au hasard(2) dans différents hameaux du groupement d'Evodoula. Le rythme de l'enquête s'est calqué sur celui du marché qui se déroulait deux fois par mois : les enquêteurs se rendaient donc deux fois par mois auprès des différentes familles et les interrogeaient sur l'activité économique née de l'économie de marché.

Précisons immédiatement que notre enquête s'est limitée au circuit monétaire et aux cadeaux dans la mesure où ils se rattachent à l'économie de marché. L'étude de l'auto-consommation a été effectuée par l'enquête nutritionnelle du Docteur Masseyeff.

Les structures sociales du groupement d'Evodoula ont été étudiées par le travail de J.C. Pauvert, de sorte que nous nous bornerons ici aux données strictement économiques. Nous écartons également la partie historique de l'évolution économique qui a fait l'objet du travail de J.C. Pauvert. Nous n'insisterons donc pas sur l'importance de ces structures anciennes et de l'influence qu'elles continuent d'avoir sur la vie économique actuelle du village. L'apparition d'une économie moderne à base monétaire a cependant considérablement bouleversé la vie sociale et économique du village. L'accroissement considérable de la production et de la vente du cacao ont modifié les systèmes de production et de consommation provoquant une accélération et un développement de la circulation des richesses ainsi qu'une répartition nouvelle des classes économiques. C'est ainsi qu'on assiste à une double économie :

-
- (1) L'enquête s'est déroulée dans un climat très satisfaisant. Les enquêteurs appartenaient au même groupe ethnique que les enquêtés, et la confiance s'est très rapidement établie. Les enquêteurs, formés sur le terrain même à la technique des interviews, ont montré une très grande conscience professionnelle.
- (2) L'échantillonnage a été fait au hasard, en donnant à chaque famille la même chance. Les familles ont été tirées au sort dans trois hameaux du groupement, à partir du recensement détenu par le chef de groupement. L'exactitude de cette liste a été vérifiée par l'exécution d'un recensement intégral de tous les habitants du hameau de Mintimiatou.

A. LA SURVIVANCE DE L'ECONOMIE DE SUBSISTANCE SOUS DEUX FORMES :

- la cueillette effectuée par les femmes et les enfants. Pêche dans les rivières en saison sèche. Ramassage des termites et des chenilles qui jouent encore un rôle important dans l'alimentation, cueillette des fruits : mangues - citrons - noisettes - goyaves - papayes - avocats. Tous ces produits constituent une part notable de l'alimentation.

- les cultures vivrières traditionnelles; effectuées par les femmes sur brûlis, dans les portions de forêts débroussées par les hommes, chaque foyer mono et polygame ayant ses zones de culture propres et ses réserves de terre.

Elles sont soumises à une rotation triennale ou quadriennale et sont toujours associées : arachides, manioc, macabo, plantin, cannes à sucre.

La moyenne cultivée par chaque femme est de 25 à 30 ares, la surface des terres consacrées aux cultures vivrières dans chaque famille étant à peu près comparable.

L'unité économique dans cette économie de subsistance : c'est le foyer concrétisé par la cuisine, c'est-à-dire des individus qui mangent ensemble, des femmes cultivant en commun des terres qui leur sont affectées par le chef de famille (leur mari ou le fils de leur mari défunt). Il faut signaler que l'auto-consommation absorbe la presque totalité du revenu des produits vivriers, les femmes commercialisant à leur profit, lors du marché, quelques arachides, quelques bananes ou un tas de macabos.

L'exploitation du palmier constitue aussi une survivance de l'économie traditionnelle : l'exploitation du palmier fournit non seulement de l'huile pour la quasi totalité consommée familialement mais aussi des matériaux de base pour la construction de cases.

B. LA PRODUCTION DE CACAO

- mise à part une partie du traitement des graines récoltées, elle est assurée par les hommes. C'est une culture individuelle dans la mesure où elle est soustraite à l'autorité traditionnelle. Cependant l'unité familiale au sein de laquelle on peut étudier ses formes et son rôle économique est étendue, car le revenu de la vente du cacao constitue la quasi totalité des ressources monétaires dont dispose souvent un groupe important tel que l'unité à la fois familiale et résidentielle que constitue un petit groupe de cases.

C'est sur les revenus du cacao que repose pratiquement toute l'économie monétaire. C'est d'abord l'achat des biens de consommation courante qui sont maintenant nombreux : produits alimentaires d'origine européenne tels que les conserves (lait, viande, sardines), le pain, le nescafé, le vin et la bière. Les articles manufacturés : tissus, vêtements, linge, couvertures, ustensiles de cuisine et de ménage ainsi que des biens de consommation semi-durables : bicyclettes, phonographes, machines à coudre.

C'est également avec le revenu du cacao que peuvent être effectuées des dépenses importantes : construction de cases, achat de véhicules, et surtout paiements de dot qui peuvent atteindre des chiffres très élevés. La circulation des dots vient d'ailleurs compliquer considérablement le circuit des richesses, cependant en dernière analyse elles représentent un accroissement du capital du groupe et du fait que des sommes importantes gagnées sous forme de salaires dans des centres urbains ou des exploitations européennes par certains membres du groupe sont consacrées à l'acquisition de femmes et les flux monétaires qu'elles représentent intégrées au moins partiellement dans la vie du groupe.

En dehors de la dot qui entraîne des circuits induits dans l'économie familiale un autre facteur apporte également des difficultés supplémentaires dans l'analyse économique : ce sont les migrations à la fois larges et fréquentes qui se produisent.

Il s'agit d'une part des adultes, jeunes de vingt à trente ans qui vont travailler à la ville : chantier d'Edea, plantation de Dizangué et surtout de Douala, à une époque où les travaux occupaient beaucoup de main-d'oeuvre dans cette dernière ville. Ainsi, sur les 2.942 individus recensés à Evodoula, on compte 704 absents. L'autre catégorie d'éléments fluides est constituée par les enfants qui représentent environ 15% du total des absents. Ils sont partis dans un établissement scolaire quelquefois proche d'Evodoula.

Un autre facteur vient également compliquer une analyse économique au niveau familial à laquelle nous limitons notre étude. Ce sont les Mutuelles de Prêts appelées Djana. Il s'agit d'une association restreinte d'individus mettant en commun leurs ressources afin de disposer tour à tour de la totalité du versement. Cette société de prêts mutuels permet de grosses dépenses qui seraient impossibles pour un individu seul : construction de maisons, et surtout constitution de petits fonds de commerce, de "market boy".

Ces formules de prêts ne sont pas isolées : ce n'est qu'un élément de la solidarité collective symbolisée par des prêts en nature ou en espèces à l'intérieur du même groupe familial.

L'enquête a porté sur une cinquantaine de familles représentant un peu plus du dixième de la population totale du groupement d'Evodoula, soit un peu plus de 300 individus.

Un manque d'homogénéité dans les résultats des feuilles d'enquête a obligé à abandonner un certain nombre de familles de sorte que l'enquête s'étalant sur un cycle annuel groupe 43 familles représentant un total de 260 individus. L'enquête a été menée dans chaque foyer tant auprès des hommes que des femmes, des enfants et des personnes à charge. Ces 43 familles sont réparties entre les hameaux de Mindimiato, Nkolakok, et Nkolfem, tous appartenant au groupement d'Evodoula.

Un élément fondamental constitue un trouble permanent dans l'activité économique familiale : il s'agit en effet de la variation constante du groupe familial dans ses dimensions. La famille évolue numériquement dans des proportions considérables. Il n'est pas rare de voir au cours d'une année une famille passer de quatre à douze personnes, puis redescendre à huit.

Ce facteur rend extrêmement difficile une approche sérieuse du revenu annuel soit au niveau de l'unité familiale, soit par tête d'habitant. Ce fait mérite d'être signalé car il constitue un élément perturbateur de l'enquête économique.

Notre enquête s'effectue dans une double direction :

- Etude des revenus et des dépenses globales : répartition et pourcentage en relation avec le revenu total et les dépenses totales. Répartition au niveau du groupe.
- Evolution trimestrielle des revenus et des dépenses.

II. ETUDE DES REVENUS ET DEPENSES GLOBALES

Afin d'éviter des perturbations et des variations quantitatives de la famille et afin de pallier les erreurs de l'enquête venant tant de l'enquêteur que des déclarations inexactes ou erronées des enquêtés, nous travaillerons sur des données globales. Nous avons divisé les familles en trois groupes(1) :

Le groupe A est constitué par les familles à revenus élevés.

Le groupe B est constitué par les familles à revenus moyens, groupant la majorité des familles.

Le groupe C comprend les unités familiales à revenus faibles.

- le groupe A comprend huit familles,

- le groupe C comprend huit familles,

- et le groupe B comprend le reste, soit 27 familles.

Comme l'indique le tableau I : le revenu total pour les 43 familles s'élève à 2.127.735 francs C.F.A., soit un revenu moyen de 40.714 francs par famille.

Pour le groupe A, la moyenne des revenus est de 101.080 fr

Pour le groupe B, la moyenne est de 43.182 fr

Pour le groupe C, la moyenne est de 17.785 fr.

Ces chiffres indiquent bien l'écart considérable qu'il y a entre les différentes catégories de groupes.

En comparant le pourcentage global des revenus et des dépenses entre les différents groupes, on peut en tirer un certain nombre d'indications.

Le groupe A reçoit un revenu représentant 38% du revenu global de l'ensemble des trois groupes. Il dépense 29% des dépenses totales et 25% du revenu total.

Le groupe B reçoit 55% du revenu total et ses dépenses s'élèvent à 51% des dépenses globales et 44% du revenu global.

(1) Cette classification recoupe la classification fiscale, qui est basée sur le nombre de pieds de cacaoyers en état de produire. La catégorie A comprend les familles exploitant plus de mille pieds, la catégorie C comprend celles exploitant moins de cinq cents pieds, et la catégorie B comprend les exploitations intermédiaires. Il s'agit donc d'une répartition fondée sur des critères exclusivement économiques : les unités familiales sont classées selon les niveaux de revenu, à l'exclusion de critères d'âge, de sexe, ou de variation du nombre d'individus composant le groupe familial. Envisager ces différents critères aurait abouti à une trop grande dispersion des résultats.

Le groupe C reçoit 7% du revenu global. Ses dépenses s'élèvent à 20% des dépenses totales et à 16% du revenu total.

On voit ainsi que le groupe A a des revenus et des dépenses assez homogènes comprenant un pourcentage assez stable soit en regard des revenus, soit en regard des dépenses.

Le groupe B a également un pourcentage de revenus et de dépenses relativement homogènes. Cependant il a une propension à dépenser plus élevée que celle du groupe A.

Pour le groupe C, la distorsion entre les recettes et les dépenses est déjà plus accusée lorsqu'on se place à l'échelon global.

Par contre, la comparaison en regard du groupe accroît encore la distorsion entre les recettes et les dépenses lorsqu'on va du groupe A vers le groupe C.

Les dépenses du groupe A représentent 60% par rapport au revenu total du groupe. Celles du groupe B représentent 79% par rapport au revenu total du groupe. Celles de groupe C représentent 243% par rapport au revenu total du groupe. Cela indique assez bien que la propension à consommer s'accroît au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle des classes économiques.

Il est difficile de trouver une justification valable à ce chiffre de 243%. Toutefois, le fait que les membres du groupe C n'ont pas tendance à dissimuler leurs dépenses dans la mesure où ils ont moins la crainte d'un contrôle fiscal, ce qui n'est pas le cas des groupes A et B. D'autre part, l'endettement est beaucoup plus fréquent dans les groupes à revenus faibles. Enfin et surtout la thésaurisation est pratiquement nulle dans ce groupe où l'achat de denrées alimentaires et de textiles représente un élément relativement homogène pour tous les groupes, ce qui a pour conséquence de représenter pour le groupe C un pourcentage beaucoup plus fort de dépenses.

Si l'on pousse plus loin l'analyse, tant en envisageant l'aspect revenu que l'aspect dépenses, il est possible de dégager quelques remarques :

A. LES REVENUS

1) Revenus tirant leur origine de la vente du cacao.

Si l'on se place au niveau de l'ensemble des groupes, le cacao représente un revenu de un million six cent six mille sept cent cinquante francs sur un revenu global de deux millions cent vingt sept mille sept cent trente cinq francs, soit 75% des revenus totaux.

Il faut d'ailleurs considérer ce pourcentage comme un minimum car les enquêtés ont tendance à sous-évaluer le revenu total et surtout celui provenant de la vente du cacao. Ce pourcentage au niveau global se retrouve si l'on rapporte le revenu du cacao au revenu total en se plaçant au niveau du groupe.

En effet pour le groupe A le revenu du groupe en cacao représente 79% du revenu total du groupe. Pour le groupe B il représente 74% et pour le groupe C

61%. Ces trois chiffres démontrent suffisamment par eux-mêmes que le pourcentage de revenu en cacao diminue au fur et à mesure que l'on passe des catégories les plus riches aux catégories les plus pauvres. Ce fait mérite d'être signalé car il souligne encore davantage la part des revenus du cacao dans l'enrichissement des planteurs.

Toutefois, et le fait mérite d'être signalé, l'importance des revenus cacaoyers est due au fait que l'enquête a été effectuée au cours de l'année 1954/55, année où les cours mondiaux du cacao avaient atteint leur point culminant. Cela constitue une démonstration supplémentaire de la sensibilité des revenus des planteurs de cacao au cours mondial du cacao et les dangers que cela pouvait représenter pour l'équilibre de l'économie villageoise dans un pays de planteurs.

2) Revenus provenant des salaires

L'analyse du tableau I montre que le montant des salaires globaux représente à peine 7% du revenu total. Cela s'explique car on se trouve en présence d'une société de cultivateurs propriétaires dans laquelle les salaires ne représentent globalement qu'un revenu marginal. Toutefois l'analyse des pourcentages par groupes des salaires ramenés aux salaires totaux montre une prépondérance du groupe A qui, avec huit familles, représente à lui seul plus de 50% de l'ensemble des salaires distribués.

L'explication est due au fait que le groupe A rassemble la majorité des planteurs qui perçoivent un salaire de l'Administration (chef de village - assesseur au Tribunal - infirmier, ainsi qu'un "market boy"). Dans le groupe B on retrouve un pourcentage relativement important de revenus issus des salaires pour les mêmes raisons.

3) Autres revenus

Le total des revenus provenant du cacao pour l'ensemble des trois groupes s'élève à 75%. Celui venant des salaires est légèrement supérieur à 7%. La différence entre le revenu global et les revenus issus du cacao et des salaires se monte à 18% qui sont décomposés en trois postes :

- un poste assez important qui est constitué par les cadeaux, d'une part ceux reçus par le mari, d'autre part et surtout ceux donnés par le mari à la femme. Ces revenus provenant de cadeaux faits par le mari à la femme ne constituent que très rarement un accroissement du budget familial. Ils sont plutôt des revenus de transfert à l'intérieur de l'unité familiale; il est donc extrêmement difficile de dire s'il s'agit d'une augmentation du revenu familial ou d'un simple transfert d'un poste budgétaire à un autre poste budgétaire. Lorsqu'il s'agit de cadeaux faits à l'homme ou même quelquefois à la femme, les cadeaux dans ce cas s'analysent comme un accroissement du revenu du ménage.

Pour les revenus issus de la dot, il semble qu'il en soit différemment. La dot comme nous l'avons signalé plus haut, constitue un accroissement du revenu familial mais là encore sa formulation en termes monétaires s'avère compliquée car il s'agit la plupart du temps de cadeaux en nature difficilement chiffrables.

Enfin le dernier poste "revenus" est constitué par la vente de différents produits. Il s'agit essentiellement de revenus issus de la vente de cultures vivrières (makabo - manioc - bananes - huile de palme - vin de palme). Il peut s'agir également de produits artisanaux locaux tels que : paniers, calebasses, ou matériaux destinés à la construction ou à l'habitation. C'est un poste qui, monétairement, s'exprime par un chiffre extrêmement faible, mais il s'apparente plutôt comme un supplément monétaire à la consommation des produits vivriers et artisanaux qui constituent l'essentiel de l'autoconsommation du groupe familial, aspect du problème qui sort du cadre de notre étude.

B. LES DEPENSES

1) Les dépenses alimentaires

Elles s'élèvent au total à 422.080 fr C.F.A. pour l'ensemble des trois groupes et elles représentent le poste de dépenses le plus élevé : 21% par rapport au revenu global. Les produits alimentaires les plus achetés sont le vin, le pain, le poisson, le sucre, le lait condensé, des conserves de toutes sortes, spécialement des sardines, le stockfish, etc., qu'on retrouve dans les achats des trois groupes A, B et C.

Ce pourcentage est considérable si l'on considère que l'achat de produits alimentaires d'importation n'est qu'un élément d'appoint étant donné que la nourriture consommée est presque totalement tirée des cultures vivrières ou de la pêche.

Lorsqu'on analyse les dépenses alimentaires au niveau du groupe en les comparant au revenu global du groupe, on constate un accroissement du pourcentage des dépenses alimentaires au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle des classes économiques : en effet, le groupe A consacre 14% de son revenu global à l'achat de produits alimentaires d'importation, - le groupe B y consacre 21% alors que le groupe C absorbe 39% de son revenu à l'achat de produits alimentaires importés. Ce fait confirme ce que nous avons souligné plus haut à propos d'une certaine homogénéité des dépenses : le manque d'élasticité de la demande de produits alimentaires d'importation.

Un fait mérite d'être signalé à propos des dépenses alimentaires : c'est l'importance des dépenses consacrées à l'achat de vin qui représentent une part non négligeable tant à l'échelle globale qu'au niveau familial.

Il n'est pas rare de constater des familles consacrant plus de 40% de leurs dépenses alimentaires à l'achat de vin. C'est d'autant plus remarquable que c'est un poste sur lequel les enquêtés se montrent extrêmement méfiants et ont une très forte tendance à diminuer cette catégorie de dépenses.

2) Les dépenses vestimentaires

Elles sont le second poste après les dépenses alimentaires et représentent 17% du revenu global. Elles sont utilisées à l'achat de pagnes, tissus, robes,

chemises, pantalons, vestes, etc. Nous retrouvons ici ce que nous avons souligné précédemment, le manque d'élasticité de ces dépenses par rapport au revenu. En effet, le groupe A absorbe 12% de ses revenus à l'achat de textiles, le groupe B 18% et le groupe C 35%.

3) Tous produits

Cette rubrique du tableau I comprend : les produits alimentaires d'origine locale, les produits artisanaux locaux tels que calèbasses, paniers, menuiserie; mais surtout cette rubrique comporte les articles manufacturés d'origine européenne tels que : batterie de cuisine, vaisselle, et des biens semi-durables tels que bicyclettes et machines à coudre.

4) Autres dépenses

Il s'agit essentiellement des dots, des transports, des cadeaux, des prêts ou remboursements de prêts, des impôts. En dehors des dépenses de transport qui fréquemment atteignent de grosses sommes, il est très difficile pour les dots par exemple de tirer des conclusions étant donné qu'il s'agit davantage d'une modification du capital à l'intérieur d'une unité familiale, que d'un flux de dépenses; d'autre part, les dépenses provoquées par les dots s'échelonnent sur plusieurs années.

Si l'on fait le total des dépenses globales par rapport au revenu pour tous les groupes (dépenses alimentaires, vestimentaires, produits manufacturés, dots, transports, impôts), on arrive à un pourcentage de dépenses supérieur à 90%. Il reste donc moins de 10% de différence entre le revenu global et la dépense globale. Il faut toutefois signaler que les revenus sont gonflés par les cadeaux qui constituent un revenu transfert et non un accroissement du revenu global. Il apparaît en dernière analyse qu'un pourcentage extrêmement réduit du budget familial est consacré à la thésaurisation ou à l'épargne.

Là encore, s'il y a propension à épargner, elle naît et elle croît en allant du groupe C au groupe A, puisque le groupe C dépense une somme supérieure à celle qui provient de ses revenus. Le groupe B dépense presque 80% de son revenu. Seul le groupe A apparaît comme susceptible de dégager une amorce d'épargne. Encore est-il utile de souligner qu'il s'agit plus d'une épargne d'investissement que de thésaurisation dans la mesure où l'argent épargné est réemployé presque uniquement dans l'achat de femmes ou de cadeaux destinés à acheter des femmes. C'est pratiquement au travers des flux monétaires créés par la circulation des dots que se manifeste l'accroissement en capital de l'unité familiale ainsi que de l'ensemble de la collectivité villageoise.

III. EVOLUTION DES REVENUS ET DES DEPENSES AU COURS DU CYCLE ANNUEL

Cette évolution est retracée dans le tableau II qui récapitule pour chaque famille et pour les trois groupes A, B, C, la répartition des revenus et des dépenses au cours de chacun des 4 trimestres de l'année. Précisons immédiatement que l'enquête ayant commencé en juin 1954, la décomposition de l'année en trimestres est la suivante :

1er trimestre : Juin, Juillet, Août
 2me trimestre : Septembre, Octobre, Novembre
 3me trimestre : Décembre, Janvier, Février
 4me trimestre : Mars, Avril, Mai.

A. EVOLUTION DES REVENUS

En observant l'évolution des revenus au cours de l'année on constate rapidement une poussée considérable des revenus globaux au cours du deuxième et surtout du troisième trimestre. Si l'on se place maintenant au niveau du groupe on s'aperçoit également que cette poussée des revenus s'accroît au cours même des trimestres, davantage pour les groupes A et B que pour le groupe C. L'explication de ce phénomène se trouve dans l'analyse des revenus issus de la vente du cacao. En effet celle-ci montre une corrélation extrêmement étroite entre l'évolution trimestrielle des revenus provenant de la vente du cacao et des revenus totaux. Cette corrélation se confirme dans des proportions analogues lorsqu'on se place au niveau du groupe.

Cette analyse de l'évolution des revenus montre un déséquilibre extrêmement accentué au cours de l'année. En effet, au cours du premier et du quatrième trimestres, le revenu global pour l'ensemble des trois groupes est de :

150.255 + 185.710 = 335.965.

au cours des deuxième et troisième trimestres, le revenu global est de :

821.585 + 966.175 = 1.787.760.

Autrement dit, pendant le premier et le quatrième trimestres les trois groupes reçoivent 19% du revenu global, alors que pendant le deuxième et le troisième trimestres, ils en reçoivent 81%. Cet accroissement du revenu au moment de la traite du cacao a certainement des conséquences sur l'évolution des dépenses au cours de la même période.

B. EVOLUTION DES DEPENSES

Si nous analysons l'évolution trimestrielle des dépenses globales, nous constatons rapidement qu'elles subissent des variations assez importantes. En effet, elles se montent pour le 1er et le 4me trimestres à :

212.770 + 278.801 = 501.580.

pour le 2ème et le 3ème trimestres à :

602.388 + 407.305 = 1.009.693.

En rapprochant ces chiffres de ceux de l'évolution des revenus globaux, on observe une corrélation cependant, avec des variations saisonnières beaucoup plus faibles en ce qui concerne les dépenses. En effet, alors que les rentrées monétaires représentent 19 % des rentrées totales au cours des premier et quatrième trimestres, les dépenses pour la même période représentent plus de 37% des dépenses totales. Pour la période du deuxième et du troisième trimestre les revenus figurent plus plus de 81% des revenus totaux alors que les dépenses ne représentent que 53% des dépenses globales.

Si on analyse les dépenses au niveau des différents groupes il est possible de dégager un certain nombre de remarques :

Le groupe A subit des variations saisonnières assez fortes, puisque ses dépenses s'élèvent au cours des deuxième et troisième trimestres à 83% de ses dépenses totales, tandis que pendant le premier et le quatrième trimestres il n'en dépensera que 17%.

Le groupe B est légèrement moins sensible au volume des rentrées monétaires provenant de la vente du cacao. En effet au cours des mois de traite ses dépenses s'élèvent à 71% des dépenses totales contre 29% au cours des premier et quatrième trimestres.

Quant au groupe C, il présente une relative stabilité des dépenses puisqu'au cours des quatre trimestres les variations saisonnières sont extrêmement faibles.

1er trimestre : 80.455
 2ème trimestre: 81.458
 3ème trimestre: 65.745
 4ème trimestre: 101.995

Ces variations saisonnières fort importantes pour les groupes A et B s'expliquent évidemment par les grosses rentrées monétaires que représente la vente du cacao et la tendance qu'ont ces deux groupes à dépenser très rapidement leurs revenus au moment de la traite du cacao.

Il en est différemment pour le troisième groupe où la part des revenus issus de la vente du cacao est relativement plus faible par rapport au revenu global. Comme nous l'avons déjà signalé, la propension à dépenser de ce groupe est extrêmement élevée mais elle s'échelonne d'une façon assez homogène tout au long du cycle annuel. Ce n'est pas le cas des groupes A et B qui sont davantage liés à l'économie monétaire globale et effectuent au cours de ces mois de fortes rentrées monétaires des dépenses importantes telles que : paiement de dot, cadeaux, remboursement de prêts, transports et achats de biens semi-durables; ce qui aboutit à une élévation assez marquée de leur niveau de vie pendant cette

période. Il en est différemment du groupe C pour lequel l'élasticité de la demande est très faible, phénomène déjà signalé plus haut.

Ces variations saisonnières subies à travers les différents groupes montrent l'extrême sensibilité de ceux-ci à l'économie de traite; toutefois cette sensibilité décroît en passant des revenus élevés aux revenus plus faibles. En effet les classes à revenus élevés sont celles dont les liens avec l'économie de subsistance se relâchent et qui sont beaucoup plus tournées vers l'économie externe (tant par la vente du cacao dont le prix est lié aux cours mondiaux que par les salaires reçus de l'Administration) que les classes à revenus faibles dont les liens avec l'économie traditionnelle villageoise encore étroits autant par la composition des revenus provenant des cultures vivrières que par les échanges en nature relativement plus fréquents dans cette catégorie.

Ici il est possible d'ajouter une explication à la distorsion que nous avons soulignée plus haut entre les revenus et les dépenses pour la catégorie C. Cette explication se trouve dans une éducation économique encore très nouvelle et surtout une méconnaissance encore très grande de la monnaie et de sa valeur, c'est pourquoi on observe dans les enquêtes effectuées auprès des membres de cette catégorie une évaluation très vague des revenus et peut-être encore davantage des dépenses.

C. ANALYSE DES DIFFERENTES CATEGORIES DE DEPENSES

1) Les dépenses alimentaires

Dans leur montant total pour les trois groupes les dépenses montrent une corrélation avec les revenus. Toutefois elles subissent une variation de moindre amplitude au cours du quatrième trimestre puisqu'elles sont de :

1er trimestre :	44.300.
2ème trimestre :	120.400.
3ème trimestre :	149.835.
4ème trimestre :	107.465.

Il semble à la lecture de ces chiffres que les rentrées monétaires des deuxième et troisième trimestres soient thésaurisées et utilisées au cours du dernier trimestre, époque où les rentrées venant de la vente du cacao sont relativement faibles. Il apparaît que cette épargne momentanée s'épuise assez rapidement puisque les dépenses alimentaires au cours du premier trimestre sont fort peu élevées.

Une analyse des variations des dépenses alimentaires trimestrielles à l'échelle du groupe indique les variations de dépenses d'assez grande amplitude pour le groupe A confirmant ainsi un élément déjà plusieurs fois rencontré : une sensibilité beaucoup plus forte aux rentrées monétaires pour ce groupe.

Il en est un peu différemment des groupes B et C pour lesquels les dépenses alimentaires subissent des variations relativement moins importantes à l'exception du premier trimestre. Nous retrouvons là encore que l'épargne momentanée

née de la vente du cacao est rapidement dépensée et que le premier trimestre pendant lequel la traite du cacao est pratiquement nulle, voit le volume des dépenses alimentaires extrêmement affaibli.

2) Dépenses textiles

Là encore on retrouve au niveau global des variations assez importantes liées également aux variations de revenus. Toutefois les poussées consécutives aux rentrées monétaires sont plus accentuées que pour les dépenses alimentaires.

Si nous examinons ces dépenses à l'intérieur de chacun des groupes nous observons une fois de plus que le groupe A subit les plus fortes variations saisonnières. Les groupes B et C montrent également des variations saisonnières mais d'une amplitude plus faible. Les dépenses vestimentaires démontrent davantage que les produits alimentaires une sensibilité aux rentrées monétaires liées à l'économie de traite.

3) Autres produits

On retrouve également pour cette catégorie de dépenses de fortes variations saisonnières mais comme précédemment plus accusées pour les groupes à revenus élevés que pour ceux à revenus faibles.

L'analyse des dépenses montre donc une corrélation étroite entre le volume des dépenses et le volume des revenus mais l'élasticité de la demande est d'autant plus forte que l'on monte des revenus faibles aux revenus élevés. Cette variation de l'élasticité de la demande se retrouve dans la dimension diachronique où l'élasticité de la demande suit davantage les variations saisonnières pour les groupes à revenus élevés que pour ceux à revenus faibles.



IV. CONCLUSION

L'analyse de la structure budgétaire et de l'évolution de celle-ci pendant le cycle annuel n'a cessé de faire apparaître tout au long de notre étude la prépondérance du cacao dans la vie monétaire d'une économie villageoise. Il n'est pas inutile d'insister une fois de plus sur le grand danger que fait peser sur une société encore très liée aux traditions une monoculture exclusivement dirigée vers l'exportation. La variation de son cours mondial menace chaque jour l'équilibre des membres du groupe. En effet une chute brutale des cours du cacao sur le marché mondial ôterait aux planteurs la possibilité d'acquérir des produits dont la consommation est maintenant devenue une nécessité, qu'il s'agisse de produits alimentaires, de vêtements ou de produits manufacturés. La stabilisation des cours du cacao était une condition indispensable pour le maintien sinon l'expansion de l'économie villageoise. Le cacao constitue pour les paysans de cette région du Sud Cameroun la base sur laquelle toute l'activité économique est réglée. Cet effet dominant qu'exerce le cacao se retrouve à tous les niveaux de l'activité économique et sociale : les hommes dont l'activité quotidienne est très liée à la culture du cacao, mais également les femmes et les enfants dont les liens avec l'économie traditionnelle de subsistance sont cependant beaucoup plus étroits; mais le processus d'évolution leur a donné des besoins qui ne peuvent être satisfaits que par la vente du cacao. Nous avons d'ailleurs observé au cours de cette étude qu'au niveau des groupes le cacao jouait un rôle essentiel, même dans les catégories paysannes à faible revenu chez lesquelles le cacao ne constitue certainement pas l'élément le plus important de leur budget étant donné l'importance du budget d'auto-consommation dans le budget total.

Quant à l'hypothèse d'une épargne-investissement, il semble qu'elle soit d'une part d'un volume extrêmement faible, d'autre part assez exceptionnelle. De toute manière, elle n'est possible que pour quelques cas isolés à revenus très élevés; il s'agit là d'une épargne-investissement destinée à la construction d'habitations ou à l'amélioration de l'habitat et plus généralement à l'achat de femmes qui constitue le seul accroissement en capital du revenu familial. L'épargne-thésaurisation est certainement encore plus rare et de toutes manières de durée très limitée : une partie des sommes gagnées pendant les mois de traite sont dépensées pendant les mois de faible recette provenant du cacao.

Nous avons choisi, au cours de cette étude, d'effectuer notre analyse sur des quantités globales où les erreurs dues soit à l'enquêteur, soit à l'enquête sont moins accusées que dans une analyse à l'échelon des unités familiales. L'enquête aurait pu être orientée vers une analyse économique au niveau familial: répartition des revenus et dépenses selon les sexes et les âges, circuit monétaire à l'intérieur de l'unité du ménage, origine des revenus provenant des cultures vivrières ou des cultures d'exportation, mais notre étude n'avait pour ambition que de saisir au cours du cycle annuel les flux monétaires les plus importants et les plus significatifs. Elle pourra peut-être contribuer à une meilleure connaissance de l'évolution globale d'une communauté agricole et de son ouverture sur la vie économique moderne

TABLEAU I

GROUPES	Revenus totaux	% du revenu total	CACAO	% du revenu des groupes	% du revenu total	SALAIRES	% des salaires totaux	% aux revenus du groupe	DEPENSES TOTALES	% des dépenses totales	% du revenu du groupe	% du revenu total
A	808.630	38%	644.410	79%	30%	76.000	51%	9%	533.075	29%	60%	25%
B	1.176.120	55%	874.935	74%	41%	64.900	43%	6%	927.205	51%	79%	64%
C	142.285	7%	87.405	61%	4%	7.000	6%	5%	350.293	20%	243%	16%
TOTAL	2.127.735	100%	1.606.750		75%	147.500	100%	7%	1.810.573	100%		90%

GROUPES	ALIMENTAIRES	% Alim. totales	% aux dépenses du groupe	% au revenu du groupe	% au revenu total	VETEMENTS	% aux vêtements totaux	% aux dépenses des groupes	% aux revenus des groupes	% au revenu total	TOUS PRODUITS	% tous produits totaux	% des dépenses du groupe	% du revenu du groupe	% du revenu total
A	117.220	28%	22%	14%	6%	94.565	26%	18%	12%	4%	93.460	33%	17%	12%	4%
B	248.750	59%	27%	21%	12%	213.385	60%	23%	18%	10%	160.125	56%	17%	14%	8%
C	56.110	13%	16%	39%	3%	49.485	14%	14%	35%	2%	30.905	11%	9%	21%	1%
TOTAL	422.080	100%			21%	357.435	100%		19%	17%	284.430	100%	15%	13%	13%

T A B L E A U
EVOLUTION TRIMESTRIELLE

	ENSEMBLE DES REVENUS					REVENUS TIRÉS DU CACAO					SALAIRES					Dépenses Impôt compris	TOTAL
	TOTAL	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	TOTAL	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	TOTAL	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.		
1	206.035	9.080	46.440	109.150	41.325	109.750	6.400	21.100	77.250	5.000	76.000		17.000	26.500	32.500	155.130	148.7
2	158.140	15.810	69.070	68.030	5.230	138.915	7.200	65.265	64.850	1.600						79.210	72.86
3	86.670	2.625	47.255	35.200	2.590	81.480	2.300	45.080	33.200	900						58.775	52.31
4	82.230	5.700	41.010	33.410	2.110	77.600	4.900	40.300	31.200	1.200						67.410	61.01
5	73.490	1.400	39.995	28.520	3.575	65.610	1.000	39.350	24.210	1.050						41.230	34.85
6	68.480	5.930	18.015	43.325	1.150	61.150	3.000	16.240	41.550	360						37.140	30.74
7	66.820	7.815	36.675	13.175	9.155	50.965	6.095	34.170	9.100	1.600						41.135	34.75
8	66.765	2.165	16.375	45.250	2.975	58.940	1.400	15.330	4.190	300						52.995	46.58
A	808.630	50.585	314.835	376.100	68.110	644.410	32.295	276.835	323.270	12.010	76.000		17.000	26.500	32.500	533.075	481.87
9	64.320	5.000	34.525	22.350	2.445	54.645	5.000	27.875	20.650	1.120						47.875	41.47
10	63.680	8.400	42.610	11.450	1.220	52.280	2.550	39.760	9.900	70						39.240	32.84
11	60.525	1.620	26.470	28.220	1.215	50.450	4.000	24.750	21.200	500						38.795	32.35
12	53.430	1.550	36.650	12.200	3.030	44.080	770	31.500	11.150	660						46.400	40.00
13	52.800	850	10.450	41.500		52.800	850	10.450	41.500							30.135	23.75
14	52.380	1.580	18.890	29.350	2.560	41.830	900	18.080	21.300	1.550						33.985	27.58
15	50.000	3.410	11.525	33.315	1.750	41.830	2.990	9.750	29.150							26.045	19.64
16	49.175	1.220	9.180	34.725	4.050	36.310		5.110	31.200		500			500		35.915	29.51
17	47.995	8.900	10.150	16.320	12.625	9.950	400	4.650	4.600	300	32.300	7.730	5.000	9.370	10.200	23.570	17.17
18	46.330	1.210	20.105	22.630	2.385	39.050	900	18.400	19.100	650						22.665	16.26
19	45.580	9.150	15.610	18.540	2.280	41.410	9.000	14.520	16.600	1.300						25.890	19.45
20	45.565	1.350	3.710	33.425	1.080	38.030	300	9.350	28.200	180						20.920	14.52
21	45.810	1.340	14.770	27.450	2.250	38.420	740	12.370	24.950	360						47.350	40.95
22	41.745	1.525	20.210	18.350	1.660	35.285	1.225	17.100	16.050	910						40.035	33.63
23	41.275	3.230	24.890	10.425	2.730	37.520	2.590	24.010	9.200	1.720						42.345	35.94
24	40.560	1.820	14.400	13.000	11.340	22.600	1.650	10.400	9.700	850						32.800	26.40
25	39.985	6.025	11.320	16.050	6.600	26.295	2.275	9.720	14.300							40.825	37.62
26	39.710	7.420	4.405	25.985	1.900	22.115		2.265	18.850	1.000						80.595	77.39
27	39.490	1.590	15.770	19.650	2.480	36.170	1.400	14.970	18.450	1.350						20.790	17.59
28	37.795	2.430	11.700	18.800	4.865	25.350	1.400	6.900	16.250	800						22.240	19.21
29	35.475	295	10.850	16.780	7.550						30.500		10.000	15.000	5.500	50.160	46.96
30	34.360	1.100	12.020	18.950	2.290	24.140	700	10.390	12.200	850						23.555	20.35
31	33.305	4.225	12.840	15.680	560	25.110	2.860	9.050	13.200		1.600		1.600			29.770	26.57
32	31.870	4.685	21.575	3.100	2.510	13.310	700	17.010	1.600							27.445	24.24
33	30.530	2.600	22.180	5.350	400	24.060	800	19.700	3.560							25.535	22.33
34	26.810	2.635	11.605	9.930	2.640	19.895	1.345	8.950	8.800	800						31.940	28.74
35	25.610	330	5.530	12.570	7.180	15.930		3.780	11.350	800						20.175	16.97
B	1.176.120	88.490	459.940	536.095	91.585	874.935	45.345	380.810	433.010	15.770	64.900	7.730	16.600	24.370	16.200	927.205	789.60
36	25.200	3.650	9.650	5.900	6.000	15.300	2.900	9.000	2.500	900						74.475	71.27
37	22.800	2.655	6.080	11.650	2.415	14.720	2.040	5.700	6.500	480						33.545	30.34
38	18.650	1.830	2.930	4.470	9.420	700			200	500	7.000	1.000	1.500		4.500	27.725	26.02
39	18.750	480	5.975	11.405	860	15.710	450	4.850	10.410							31.233	29.53
40	16.710	880	8.300	6.555	975	13.450	400	7.500	5.550	200						24.320	23.22
41	15.355	200	2.650	9.805	2.700	9.000		950	7.850	500						75.075	73.37
42	14.970	885	2.460	8.625	300	11.225	775	2.450	7.500							69.160	67.46
43	10.580	600	8.765	570	645	7.300	400	6.900								14.140	12.44
C	142.985	71.180	46.810	58.980	26.015	87.405	6.965	37.350	40.510	2.580	7.000	1.000	1.500		4.500	350.293	333.69
	2.127.735	150.255	821.585	966.175	185.710	1.606.750	84.605	694.995	796.790	30.360	147.900	8.730	35.100	50.870	53.200	1.810.573	1.605.17

DES REVENUS ET DES DEPENSES

DEPENSES, IMPOT DEDUIT				DEPENSES ALIMENTAIRES					DEPENSES VESTIMENTAIRES					DEPENSES "TOUS PRODUITS"				
tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	TOTAL	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	TOTAL	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.	TOTAL	1° tr.	2° tr.	3° tr.	4° tr.
1.700	100.360	31.100	8.570	10.965	2.010	1.460	3.480	4.015	11.370	5.550	2.420	3.400		18.660	340	2.780	13.385	2.155
1.305	20.550	33.220	6.785	28.685	4.125	4.660	15.600	4.300	23.175	3.900	9.150	10.125		10.850	1.030	4.740	3.595	1.485
1.875	26.320	14.805	3.650	7.790	900	3.485	1.975	1.430	17.150	900	5.550	10.350	350	21.395	760	17.285	2.480	870
1.480	21.215	30.980	4.435	24.910	1.425	2.805	19.150	1.530	4.940	470	1.800	1.620	1.050	20.240	1.485	15.790	2.010	955
1.245	16.775	10.585	5.325	8.945	1.235	2.065	4.050	1.595	11.860	350	7.550	3.410	550	5.370	430	3.660	725	555
1.210	9.945	14.060	2.525	8.495	945	2.800	3.965	785	9.515	350	2.610	5.805	750	7.760	2.485	2.095	2.790	390
1.645	17.240	8.620	4.230	14.610	2.270	8.260	2.500	1.580	11.375	850	5.450	4.450	625	3.690	865	1.330	670	825
1.085	20.440	17.035	6.035	12.820	770	6.240	3.215	2.595	5.180	250	3.850	720	360	5.495	1.615	950	2.150	780
1.545	233.870	163.005	42.455	117.220	13.680	31.775	53.935	17.830	94.565	12.620	38.380	39.880	3.685	93.460	9.010	48.630	27.805	8.015
1.430	25.050	9.210	5.785	9.205	220	3.540	3.635	1.810	11.130		9.780	350	1.000	7.290	310	5.080	1.575	325
1.930	17.875	7.250	2.785	8.215	640	4.430	1.755	1.390	13.175	3.250	9.025	450	450	2.380	490	800	445	645
1.070	15.065	13.955	2.305	19.890	880	7.610	9.815	1.585	6.705		3.995	2.710		2.690	190	1.310	470	720
1.385	21.980	8.690	6.945	6.865	450	2.520	2.310	1.585	11.500	400	5.950	3.000	2.150	5.530	560	1.260	2.250	1.460
1.970	6.515	14.005	2.195	3.405	250	1.115	1.530	510	8.575	100	3.000	5.475		5.805	170	2.450	3.000	185
1.275	14.120	10.335	1.855	7.175	660	3.645	2.120	750	7.250		4.950	2.300		6.300	315	4.765	715	505
1.935	4.480	9.320	1.910	7.645	1.185	2.040	3.275	1.145	4.600	750	1.675	2.075	100	4.090	1.650	465	1.610	365
1.165	5.390	13.330	6.630	11.975	1.060	2.685	4.185	4.045	9.680	1.700	1.780	4.550	1.650	4.310	1.005	425	2.695	185
1.470	6.465	5.670	2.565	4.075	350	980	1.970	775	6.850	1.300	3.000	1.750	800	2.215	170	1.140	435	470
1.550	2.680	5.430	7.605	7.275	60	690	2.600	3.925	4.150		600	1.650	1.900	2.165	410	390	485	880
1.785	4.220	6.220	2.265	6.895	1.545	1.690	2.300	1.360	5.870	3.120	1.350	1.100	300	4.225	2.120	680	1.120	305
1.080	4.265	7.405	1.770	6.055	710	1.455	3.020	870	4.040	150	1.800	2.090		2.015	220	760	595	440
1.695	17.385	15.085	5.825	8.555	1.355	2.410	2.410	2.380	17.045	200	8.125	7.150	1.570	5.890	540	3.550	925	875
1.105	15.595	10.510	4.425	16.115	1.380	5.160	6.475	3.100	6.695	700	4.900	1.095		4.685	625	2.185	1.200	675
1.245	19.950	10.255	3.025	9.400	1.650	2.115	4.250	1.385	6.580		2.620	3.630	330	17.570	815	14.385	1.360	1.010
1.230	11.740	9.695	3.735	10.150	920	3.430	4.385	1.415	8.100		3.350	3.500	1.250	3.800	210	2.260	660	670
1.800	19.375	7.720	5.730	7.820	1.935	2.590	1.745	1.550	6.615	390	1.925	2.550	1.750	16.360	1.775	12.630	1.375	580
1.475	2.915	32.100	33.905	31.925	1.050	810	1.820	28.245	10.550	3.085	250	6.015	1.200	21.760	100	1.235	17.265	3.160
1.265	7.690	4.340	2.295	6.600	490	3.180	1.730	1.200	7.135	2.550	3.085	1.200	300	2.005	225	1.025	460	295
2.885	7.105	5.505	3.715	6.855	1.560	1.300	2.240	1.755	3.550		2.450	500	600	2.605	475	355	1.115	660
1.055	6.465	28.600	5.840	11.935	1.340	2.890	4.545	3.160	7.860	2.200	1.200	4.310	150	14.895	1.915	1.775	10.575	630
1.435	4.715	10.655	3.550	5.565	625	1.500	1.750	1.690	2.500		500	1.650	350	2.960	410	1.235	505	810
1.270	9.485	9.670	2.145	4.255	870	145	1.400	870	13.515	3.190	4.355	5.710	260	4.400	410	2.165	1.160	665
1.915	9.905	4.745	6.680	10.125	1.335	2.135	2.090	4.565	7.540	310	5.300	900	1.030	3.880	1.220	1.320	855	485
1.730	8.490	6.520	1.595	6.995	1.375	2.400	2.190	1.030	5.475	1.450	1.875	2.000	150	2.875	505	1.215	840	315
1.195	12.680	6.480	2.385	6.700	1.305	3.140	1.050	1.205	13.000	1.820	6.830	4.200	150	4.205	1.250	1.410	930	615
1.855	5.370	5.855	4.895	7.080	510	1.635	2.045	2.990	3.700		1.850	1.700	150	3.220	295	485	1.385	1.055
1.670	287.020	278.555	134.360	248.750	25.610	68.210	78.640	76.290	213.385	26.665	95.520	73.610	17.590	160.125	18.380	66.755	56.005	18.985
1.350	21.250	25.455	14.220	4.415	170	2.300	1.150	795	9.650	950	3.150	4.500	1.050	3.910	1.630	400	705	1.175
1.435	8.050	4.370	15.690	11.815	1.435	5.840	1.450	3.090	3.910	425	450	2.110	925	12.320	375	1.460	10	10.475
1.445	9.280	7.315	6.985	9.200	730	3.055	3.650	1.765	9.200	600	3.150	2.350	3.100	2.325	515	475	415	920
1.685	19.603	4.520	4.745	7.190	325	2.200	1.830	2.855	9.070	300	6.495	1.025	1.250	2.415	60	1.100	815	440
1.930	7.465	8.330	4.495	7.590	1.295	1.210	3.600	1.415	2.455	575	450	530	900	3.395	1.060	1.305	650	380
1.975	3.790	7.825	2.045	5.330	160	1.620	2.150	1.400	5.050		1.300	3.600	150	2.310	280	370	1.165	495
1.230	4.380	8.975	52.875	6.200	620	1.850	2.165	1.565	6.450		2.450	4.000		1.880	80	80	1.410	310
1.665	7.880	2.955	940	4.440	275	2.340	1.365	460	3.700	200	2.900	450	150	2.250	190	890	840	330
1.455	81.458	65.745	101.995	56.110	5.010	20.415	17.260	13.345	49.485	3.050	20.345	18.565	7.525	30.905	4.190	6.080	6.010	14.625
1.270	602.388	407.305	278.810	422.080	44.300	120.400	149.835	107.465	357.435	42.335	154.245	192.155	28.800	284.490	31.580	121.465	89.810	41.625

SCIENCES HUMAINES OUTRE-MER

Rapports du Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre-Mer



LE GROUPEMENT D'EVODOULA (Cameroun) Etude socio-économique

par

J.C. PAUVERT

Sociologue, Chargé de Recherches
à l'O.R.S.T.O.M.

J.L. LANCREY-JAVAL

Économiste

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER
47, boulevard des Invalides
PARIS 7°

1957